



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS PERRET

Institut de l'entreprise

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Institut de l'entreprise

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 29 rue de Lisbonne 75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association Institut de l'entreprise,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de l'entreprise relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant les incidences liées au changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués..

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les annexes de l'Institut de l'entreprise et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 11 mars par le conseil d'orientation.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 30 avril 2026

Signed by:

 DDDF36671F514E2...
 Pierre De Latude
 Associé

Signé par :

 3DCD59F6CF01441...
 Jérôme Eustache
 Associé



ASSOCIATION INSTITUT DE L'ENTREPRISE

29 Rue DE LISBONNE

75008 PARIS

Siret : 30265515400029 Code APE : 8559A

BILAN au 31/12/2025

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	243 505	233 405	10 100	17 814
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques,mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	420 420	253 093	167 327	199 647	
Imm. corp. en cours, avances et acomptes					
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations					
Titres imm. de l'activité de portefeuille					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	72 611		72 611	72 611	
TOTAL (II)		736 535	486 498	250 038	290 071
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	69 307		69 307	88 751
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 728 630	7 350	1 721 280	1 691 696
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	151 411		151 411	308 910
	Charges constatées d'avance	90 650		90 650	25 188
	Valeurs mobilières de placement	197 302		197 302	197 302
Instruments financiers et jetons détenus					
Disponibilités	2 212 100		2 212 100	1 993 922	
TOTAL (III)		4 449 399	7 350	4 442 049	4 305 770
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		5 185 935	493 848	4 692 087	4 595 841

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

72 611

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	624 741	624 741
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 142 752	790 694
	Excédent ou déficit de l'exercice	19 500	352 058
	Total des fonds propres (situation nette)	1 786 992	1 767 492
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 786 992	1 767 492
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		19 625
	Provisions pour charges	28 212	5 183
	Total des provisions	28 212	24 808
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	8 179	4 388
	Emprunts et dettes financières divers (2)	13 405	13 405
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 200	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	254 927	284 726
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	559 884	562 068
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	57 360	12 360
	Produits constatés d'avance (1)	1 975 928	1 926 593
	Total des dettes	2 876 883	2 803 540
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	4 692 087	4 595 841
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		19 499,55	352 058,16
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		2 869 683	2 803 540
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 497 204	2 804 470
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		5 634
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	7 144	115
	Total des produits d'exploitation	2 504 348	2 810 219
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 287 184	1 428 107
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 302	17 997
	Salaires	660 983	658 140
	Cotisations sociales	294 395	290 717
	Dotation aux amortissements et dépréciations	47 770	53 741
	Dotation aux provisions	3 404	5 183
CHARGES D'EXPLOITATION	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	199 828	6 452
	Total des charges d'exploitation	2 510 866	2 460 338
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(6 518)	349 881

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		(6 518)	349 881
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	8 014	8 014
	Autres intérêts et produits assimilés	5 827	6 484
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change	183	
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		14 024	14 498
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		92
	Différences négatives de change	6	15
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		6	107
RESULTAT FINANCIER		14 017	14 391
RESULTAT COURANT avant impôts		7 500	364 272
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		12 214
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(12 214)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(12 000)	
TOTAL DES PRODUITS		2 518 372	2 824 717
TOTAL DES CHARGES		2 498 872	2 472 659
EXCEDENT ou DEFICIT		19 500	352 058
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Présentation de l'entité et de ses activités Présentation de l'entité

1 / Présentation de l'association :

L'Institut de l'Entreprise a pour objet de conduire une réflexion sur l'entreprise, ses conditions de fonctionnement, son adaptation aux transformations de l'environnement national et international, ses liaisons avec la société et les groupes divers qui la composent.

Descriptif de la nature et du périmètre des activités et ou des missions :

Dans ce cadre il organise :

- des rencontres, conférences et séminaires en France ou à l'international ;
- des formations et des voyages d'étude en France et à l'international à l'intention des dirigeants d'entreprise et de leurs parties prenantes (syndicats, médias, administrations) ;
- notamment une formation annuelle destinée aux professeurs d'économie.

L'Institut publie également des études sur différents thèmes.

Pour ces différentes missions, le personnel de l'Institut conçoit les programmes d'action et les met en œuvre en ayant recours à des prestataires extérieurs quant aux besoins logistiques et à des personnes qualifiées quant aux contenus.

Faits significatifs

Le projet MELCHIOR est un programme « enseignants-entreprises » mené en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et de la jeunesse.

Il vise à faciliter le dialogue entre le monde de l'Education et celui de l'entreprise en favorisant la connaissance de la micro-économie au lycée.

L'Institut de l'entreprise s'est historiquement investi dans ce programme, bien avant la création du Fonds de dotation de l'Institut de l'Entreprise en 2012.

La Direction de l'Institut de l'Entreprise, faisant le constat que ces activités sont menées dans le cadre d'une gestion totalement désintéressée relevant des activités éducatives non lucratives dont tous les contenus sont partagés universellement sur le site internet éponyme et, dans une volonté de rationaliser les flux de financements de ces activités, a pris la décision de transférer l'intégralité des activités et des moyens du pôle MELCHIOR à son Fonds de dotation depuis le 01/01/24.

Cette « restructuration » offre ainsi une meilleure visibilité aux activités portées par MELCHIOR tant vis-à-vis du public concerné que des financeurs mécènes.

Règles et Méthodes Comptables

2 / Règles et méthodes comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 692 087** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 518 372** euros et un total **charges** de **2 498 872** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **19 500** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement n° 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels.

L'association applique pour la première fois les règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les principales modifications introduites par ces deux règlements comprennent :

- La suppression de la technique des transferts de charges, entraînant la disparition des comptes 791/796/797 et le reclassement des opérations correspondantes selon leur nature dans le résultat d'exploitation ou financier.
- La nouvelle définition du résultat exceptionnel, limité aux événements majeurs et inhabituels ayant un impact significatif sur l'appréciation des comptes.
- La mise à jour du plan de comptes.

La première application de ce règlement n'a pas d'effet rétroactif sur les exercices antérieurs, à l'exception des reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles d'états financiers.

Dans le cas présent, il n'y a pas d'impact particulier sur la présentation des comptes et sur la comparabilité par rapport à l'exercice précédent, hormis :

- le reclassement des comptes 791400 de "Transfert en charges de personnel - Aide apprenti" en compte 649110 de "Aide à l'apprentissage" ;
- et l'absence d'évènement répondant aux nouveaux critères définissant le résultat exceptionnel sur l'exercice 2025 ; les éléments figurant en résultat exceptionnel au cours de l'exercice précédent correspondaient à des pénalités fiscales et à des dotations pour risques et charges exceptionnelles, dont le montant total provisionné a fait l'objet d'un reclassement en compte 151800.

Règles et Méthodes Comptables

En dehors de ces évolutions normatives, aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels et site internet de 3 et 10 ans
- Agencements, aménagements et installations 10 ans
- Matériel de bureau et informatique de 3, 5 et 10 ans
- Mobilier 10 ans

Lorsque la valeur d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour le montant de la différence.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Autres informations

a / Cotisations

Les cotisations pour l'année 2026 ont été appelées en novembre et décembre 2025, donnant lieu à :

- des produits constatés d'avance de 1.975.928 €.

b / Effectif au 31/12/2025

- non cadres : 2
- cadres : 8

c / Provision retraite

Au 31/12/2025, la provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 8 587 euros.

Cette provision a été calculée au 31/12/2025 selon les modalités de calculs suivantes :

* Taux d'actualisation

Il doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie (Obligations corporate AA).

Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 3,6 %

* Revalorisation des salaires

La revalorisation des salaires peut être linéaire ou variable. Elle est ainsi représentée sous la forme de tables qui expriment un taux d'évolution de la rémunération par âge.

Les tables retenues dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

- cadres : Profil 1%
- non cadres : Profil 1%

* Charges sociales patronales

Les indemnités de fin de carrière versées aux salariés dans le cadre d'un départ volontaire sont soumises aux charges sociales patronales. Les taux retenus pour cette évaluation sont les suivants :

- cadres : 50%
- non cadres : 50%

* Contribution employeur

Depuis le 1er janvier 2008, l'employeur est redevable d'une contribution sur les indemnités de mise à la retraite versées aux salariés à compter du 1er janvier 2009. Les taux de contribution pris en compte sont les suivants :

- cadres : 50%
- non cadres : 50%

Règles et Méthodes Comptables

* Les droits conventionnels

L'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective ou de l'accord collectif si ceux-ci sont plus favorables que les indemnités légales.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

Départ volontaire

- cadres : Métallurgie (accords nationaux -21/06/2010- ouvriers, ETAM, ingénieurs et cadres) NON ADHERENTES-

- non cadres : Métallurgie (accords nationaux -21/06/2010- ouvriers, ETAM, ingénieurs et cadres) NON ADHERENTES-

Mise à la retraite :

- cadres : Métallurgie (accords nationaux -21/06/2010- ouvriers, ETAM, ingénieurs et cadres) NON ADHERENTES-

- non cadres : Métallurgie (accords nationaux -21/06/2010- ouvriers, ETAM, ingénieurs et cadres) NON ADHERENTES-

* Variables démographiques

Mobilité des actifs: le turnover

Le taux de turnover ou taux de rotation du personnel représente le rapport entre le nombre de salariés ayant quitté l'entreprise et ceux présents.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

- cadres : Turnover faible

- Non cadres : Turnover faible

La probabilité de survie : la table de mortalité

Cette probabilité est déterminée à partir de tables statistiques de mortalité de la population française. Par exemple, la table INSEE indique le nombre de survivants à chaque âge pour 100 000 individus à la naissance en faisant une distinction par sexe.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

- cadres : INSEE 2024

- Non cadres : INSEE 2024

Ventilation des départs à la retraite

Les taux retenus sont les suivants :

- Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié) : 100 %

- Mise à la retraite par l'employeur : 0 %

Règles et Méthodes Comptables

Âge de départ à la retraite

- cadres : 60-64 ans (Age légal de départ)
- non cadres : 60-64 ans (Age légal de départ).

d / Autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques d'un montant de 10 000 € est maintenue afin de couvrir de potentiels litiges avec d'anciens salariés ayant quitté récemment l'association ; le solde de 9 625 € vise à couvrir l'association d'un potentiel risque URSSAF.

e / Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'élève à la somme de 4 048€ HT.

f / Contributions volontaires en nature

Elles sont considérées comme non significatives et n'ont pas été évaluées. Elles concernent pour l'essentiel l'implication de la gouvernance dans le pilotage de l'Institut.

g/ Don consenti au Fonds de dotation de l'Institut de l'Entreprise

Les comptes annuels du fonds de dotation afférents à l'exercice clos le 31/12/2024 faisaient apparaître à cette date des fonds propres négatifs de 112 720 €, y compris un déficit de 143 720 €.

Cette situation s'explique par le fait que l'activité de Melchior est structurellement un centre de coûts allégé par des dons ponctuels. Pour 2025, le fonds avait pris l'engagement de prendre des mesures pour reconstituer ses fonds propres par l'aide de l'association Institut de l'Entreprise.

Pour ce faire, l'association Institut de l'Entreprise a consenti un abandon de créance valant don manuel de 193 543 €, éligible au mécénat, au profit du fonds de dotation, permettant ainsi de porter ses fonds propres à hauteur de 15 000 € au 31/12/2025.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	243 505					243 505
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	243 505					243 505
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	328 804					328 804
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	83 879		7 737			91 615
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		412 683		7 737			420 420
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	72 611					72 611
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	72 611					72 611
TOTAL		728 799		7 737			736 535

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
Règlement ANC 2022-06							
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Fonds commercial						
	Autres immobilisations incorporelles			225 691	47 976	40 262	233 405
	TOTALIMMOBILISATIONS INCORPORELLES			225 691	47 976	40 262	233 405
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			151 409	197 283	164 402	184 289
	Matériel de transport			61 628	42 889	35 713	68 804
	Matériel de bureau, mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	TOTALIMMOBILISATIONS CORPORELLES			213 037	240 172	200 115	253 093
TOTAL				438 728	288 148	240 378	486 498

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
Règlement ANC 2022-06				
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	72 611	72 611	
	Clients douteux ou litigieux	8 820	8 820	
	Autres créances clients	1 719 810	1 719 810	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 718	6 718	
	Impôts sur les bénéfices	12 000	12 000	
	Taxes sur la valeur ajoutée	22 189	22 189	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	110 504	110 504	
	Charges constatées d'avance	90 650	90 650	
	TOTAL DES CREANCES	2 043 302	2 043 302	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	8 179	8 179		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	13 405	13 405		
	Fournisseurs et comptes rattachés	254 927	254 927		
	Personnel et comptes rattachés	34 901	34 901		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	103 624	103 624		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	405 916	405 916		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	15 444	15 444		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	57 360	57 360		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 975 928	1 975 928		
	TOTAL DES DETTES	2 869 683	2 869 683		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires		(19 625)	(19 625)	
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	24 808	23 029	19 625	28 212
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 808	3 404		28 212
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	7 350			7 350
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 350			7 350
	TOTAL GENERAL	32 158	3 404		35 562
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 404		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		90 650	90 650
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			90 650

--

Produits à recevoir

		31/12/2025
Règlement ANC 2022-06		
Total des Produits à recevoir		6 010
Autres créances		6 010
INTERETS COURUS	6 010	

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Règlement ANC 2022-06					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	624 741				624 741
Autres réserves					
Report à nouveau	790 694	352 058			1 142 752
Excédent ou déficit de l'exercice	352 058	(352 058)	19 500		19 500
Situation nette	1 767 492		19 500		1 786 992
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 767 492		19 500		1 786 992